



**KPMG Entreprises
Bourgogne Sud**
3 avenue de Chalon 71380 Saint-Marcel
Adresse postale :
B.P. 51 - 71103 Chalon-sur-Saône Cedex
France

Téléphone : +33 (0)3 85 42 80 80
Télécopie : +33 (0)3 85 42 80 60
Site internet : www.kpmg.fr

Groupe Clayeux

Comptes Consolidés

Exercice clos au 30 juin 2006

Ce rapport contient 37 pages

Table des matières

Compte de résultat consolidé	1
Bilan Consolidé	2
Variation des capitaux propres – part du groupe et intérêts minoritaires	3
Tableau de flux de trésorerie	4
Notes annexes aux comptes consolidés	5
1 Règles et méthodes comptables	6
1.1 Principes de consolidation (IAS 27, 28 et 31)	7
1.1.1 Méthode de consolidation	7
1.1.2 Transactions éliminées dans les états financiers consolidés	7
1.1.3 Conversion des éléments en devises	8
1.2 Postes du bilan	9
1.2.1 Actifs immobilisés	9
1.2.2 Contrats de location financement et locations simples (IAS 17)	13
1.2.3 Stocks (IAS 2)	13
1.2.4 Disponibilités, équivalents de trésorerie et valeurs mobilières de placement (IAS 7 et 39)	13
1.2.5 Dépréciation des éléments d'actif	14
1.2.6 Avantages au personnel (IAS 19)	14
1.2.7 Provisions (IAS 37)	15
1.3 Postes du compte de résultat	15
1.3.1 Comptabilisation du chiffre d'affaires (IAS 18)	15
1.3.2 Résultat opérationnel courant	16
1.3.3 Autres produits et charges opérationnels non courants	16
1.3.4 Résultat financier (IAS 16 et 23)	16
1.3.5 Impôts sur les résultats (IAS 12)	16
1.3.6 Résultat par action (IAS 33)	17
1.4 Informations sectorielles (IAS 14)	17
1.5 Tableau de flux de trésorerie	17
2 Périmètre de consolidation	18
2.1 Périmètre de consolidation et organigramme au 30 Juin 2006	18
2.2 Variations de périmètre	18

3	Informations relatives aux comptes du bilan et au compte de résultat	19
3.1	Immobilisations incorporelles	19
3.2	Immobilisations corporelles	21
3.3	Actifs financiers non courants	22
3.4	Autres actifs non courants	22
3.5	Stock et en-cours	23
3.6	Ventilation des créances par échéance	24
3.7	Autres actifs courants	24
3.8	Dépréciation de l'actif circulant	24
3.9	Composition du capital social	25
3.10	Avantages au personnel	25
3.11	Instruments financiers	25
3.12	Provisions pour risques et charges	26
3.13	Impôts différés	27
3.14	Emprunts et dettes financières à long terme	27
3.15	Emprunts à court terme	27
3.16	Autres passifs à court terme	28
3.17	Engagements hors bilan	29
3.18	Achats consommés et charges externes	29
3.19	Charges de personnel	29
3.20	Autres produits et charges opérationnels	30
3.21	Résultat financier	31
3.22	Impôts sur les bénéfices	32
3.22.1	Preuve d'impôt	32
4	Informations relatives aux comptes du bilan et au compte de résultat	33
4.1	Evénements postérieurs à la clôture	33
4.2	Relations avec les parties liées	33
4.3	Informations sectorielles	33
4.4	Rémunération des dirigeants	34

Tous les montants sont exprimés en milliers d'euros.

Compte de résultat consolidé

Compte de résultat par nature en milliers d'euros	Note n°	30/06/2006	30/06/2005	31/12/2005
Chiffre d'affaires	4.3	10 150	10 151	21 952
Achats consommés		(2 600)	(2 557)	(5 936)
Charges de personnel	3.19	(3 458)	(3 285)	(6 376)
Charges externes	3.18	(3 615)	(3 585)	(8 013)
Impôts et taxes		(309)	(239)	(461)
Dotations aux amortissements		(179)	(180)	(377)
Dotations aux provisions	3.80	(202)	(88)	(316)
Variation des stocks de produits en cours et produits finis		51	(65)	84
Autres produits et charges d'exploitation	3.20	6	78	135
Résultat opérationnel courant		(156)	230	692
Autres produits et charges opérationnels	3.20	3	81	411
Résultat opérationnel		(153)	311	1 103
Produits de trésorerie et d'équivalent de trésorerie	3.21	21	88	77
Coût de l'endettement financier brut	3.21	(370)	(344)	(738)
Coût de l'endettement financier net		(349)	(256)	(661)
Autres produits et charges financiers				
Charge d'impôt	3.22	132	(29)	(116)
Quote- part du résultat net des sociétés mises en équivalence				
Résultat net d'impôt des activités arrêtées ou en cours de cession				
Résultat net		(370)	26	326
Résultat net - part revenus aux minoritaires		(27)	(15)	(1)
Résultat net - part revenus au groupe		(343)	41	327
Résultat par action		-0.58 €	0.10 €	0.82 €
Résultat dilué par action		-0.58 €	0.10 €	0.82 €

Bilan Consolidé

Actif	Note n°	30/06/06	31/12/05
Actifs non courants		7 609	7 653
Survaleurs			
Immobilisations incorporelles	3.1	3 311	3 325
Immobilisations corporelles	3.2	2 536	2 553
Actifs financiers non courants	3.3	338	356
Impôts différés actifs	3.13	302	161
Autres actifs non courants	3.4	1 122	1 258
Actifs courants		30 950	27 968
Stocks et en-cours	3.5-3.8	14 096	12 530
Créances clients	3.6-3.8	13 388	13 192
Autres actifs courants	3.7	1 474	1 213
Valeurs mobilières de placement		452	118
Disponibilités		1 540	915
Total de l'actif		38 559	35 621

Passif	Note n°	30/06/06	31/12/05
Capitaux propres totaux :		14 352	11 680
Capitaux propres (part du groupe)		14 152	11 451
Capital	3.9	910	612
Primes		2 748	
Réserves consolidées		10 837	10 513
Résultat consolidé		(343)	326
Intérêts minoritaires		200	229
Passifs non courants		4 489	4 827
Emprunts à long terme - part à plus d'un an	3.14	2 887	3 186
Impôts différés			
Provisions à long terme - part à plus d'un an	3.12	597	555
Autres passifs non courants	3.16	1 005	1 086
Passifs courants		19 718	19 114
Provisions à court terme - part à moins d'un an	3.12	37	41
Emprunts à long terme - part à moins d'un an	3.14	859	923
Emprunts à court terme	3.14	9 149	8 658
Fournisseurs et autres créditeurs rattachés	3.16	5 137	4 590
Autres passifs courants	3.16	4 536	4 902
Total du passif		38 559	35 621

Variation des capitaux propres – part du groupe et intérêts minoritaires

Montants en K€ Situation à la clôture	Capital	Primes	Réserves consolidées	Résultat de l'exercice	Ecart de conversion	Total des capitaux propres - part du groupe	Intérêts minoritaires
31/12/2004	612		10 165	340	(4)	11 113	217
Affectation du résultat 2004			340	(340)			
Résultat 1er semestre 2005				41		41	(15)
Ecart de conversion					8	8	8
30/06/2005	612		10 505	41	4	11 162	210
Résultat 2nd semestre 2005				285		285	1
Ecart de conversion					4	4	18
31/12/2005	612		10 505	326	8	11 451	229
Augmentation de capital	298	2 748				3 046	
Affectation du résultat 2005			326	(326)			
Résultat 1er semestre 2006				(343)		(343)	(27)
Ecart de conversion					(2)	(2)	(2)
30/06/2006	910	2 748	10 831	(343)	6	14 152	200

Tableau de flux de trésorerie

Montants en K€	30/06/2006	31/12/2005	30/06/2005
Flux de trésorerie liés à l'activité			
Résultat net des sociétés intégrées	-370	326	26
Elimination des charges et produits sans incidence sur la trésorerie ou non liés à l'activité :			
- Amortissements	179	376	184
- Provisions	38	27	22
- Variation des impôts différés	(141)	61	29
- Plus-values de cession, nettes d'impôt	(81)	(341)	(81)
Marge brute d'autofinancement des sociétés intégrées	-375	449	180
Dividendes reçus des sociétés mises en équivalence			
Variation des stocks	(1 566)	(534)	(1 091)
Variation des créances liées à l'activité	(321)	(1 905)	(709)
Variation des dettes liées à l'activité	181	967	362
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité	(1 706)	(1 472)	(1 438)
Flux net de trésorerie généré par l'activité	(2 081)	(1 023)	(1 258)
Flux de trésorerie lié aux opérations d'investissement			
Acquisition d'immobilisations	(146)	(408)	(28)
Cession d'immobilisations		241	
Variation des autres immobilisations financières	18	(43)	(18)
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement	(128)	(210)	(46)
Flux de trésorerie liés aux opérations de financement			
Dividendes versés aux actionnaires de la société mère			
Dividendes versés aux minoritaires des sociétés intégrées			
Augmentations de capital en numéraire	3 046		
Emissions d'emprunts		680	
Remboursements d'emprunts	(363)	(824)	33
Variation des autres financements	(8)	25	(14)
Variation des écarts de change	2	22	14
Variations des financements à court terme (MCNE et EENE)	(69)	886	475
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement	2 608	789	508
Variation de trésorerie	399	(444)	(796)
Trésorerie disponible à l'ouverture	(1 927)	(1 483)	(1 483)
Trésorerie disponible à la cloture	(1 528)	(1 927)	(2 279)

Notes annexes aux comptes consolidés

Les états financiers consolidés de Clayeux SA pour l'exercice clos le 30 Juin 2006 comprennent Clayeux SA et ses filiales (l'ensemble désigné comme « le Groupe ») et la quote-part du Groupe dans les entreprises associées ou sous contrôle conjoint.

Les comptes consolidés de l'exercice clos le 30 Juin 2006 se caractérisent par un montant total de bilan de 38 559 K€ et un résultat consolidé de -370 K€, le résultat consolidé part du Groupe ressortant à -343 K€.

Les notes indiquées ci-après, font partie intégrante des comptes consolidés qui ont été arrêtés par le Président du Directoire de Clayeux SA.

1 Règles et méthodes comptables

Les états financiers consolidés du groupe Clayeux ont été établis en conformité avec le référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union Européenne. Pour établir le bilan d'ouverture et les comptes annuels de l'exercice 2006, les seules règles comptables publiées au journal officiel de l'Union Européenne et applicables à la date de clôture ont été utilisées.

Les méthodes comptables exposées ci-dessous ont été appliquées d'une façon permanente à l'ensemble des périodes présentées dans les états financiers consolidés.

Les états financiers sont présentés en euros arrondis au millier le plus proche. Les comptes consolidés sont établis selon la convention du coût historique.

Dans le cadre de la préparation des états financiers en conformité avec les normes IFRS, la direction est amenée à faire des estimations et des hypothèses qui affectent la pleine application des normes comptables ainsi que l'évaluation qui est faite des actifs, passifs, produits et charges. Ces estimations et hypothèses sont fondées sur l'expérience ainsi que sur un ensemble de critères jugés vraisemblables par la direction, sans nécessairement que les tiers soient en mesure d'en juger. Il est possible que les résultats effectifs soient différents de ces estimations. Les estimations et hypothèses sont revues continuellement. Les impacts de ces révisions sont enregistrés sur la période comptable au cours de laquelle elles ont lieu ou sur les périodes comptables subséquentes le cas échéant. Lorsque ces estimations et hypothèses portent sur des montants significatifs ou lorsque la probabilité de révision des montants est élevée, une information est donnée en annexe.

Les principes comptables sont appliqués par toutes les sociétés du Groupe.

1.1 Principes de consolidation (IAS 27, 28 et 31)

1.1.1 Méthode de consolidation

Les entités dans lesquelles Clayeux SA exerce le contrôle directement ou indirectement sont intégrées globalement. Le contrôle existe lorsque Clayeux SA a le pouvoir de diriger directement ou indirectement les politiques financières et opérationnelles de l'entité afin d'obtenir des avantages de ses activités. Pour apprécier le contrôle, les droits de vote potentiels qui sont actuellement exerçables ou convertibles sont pris en considération.

Les états financiers des entités contrôlées sont inclus dans les états financiers consolidés à partir de la date à laquelle le contrôle est obtenu jusqu'à la date à laquelle le contrôle cesse.

Toutes les participations significatives dans lesquelles la société Clayeux SA assure le contrôle exclusif, directement ou indirectement, sont consolidées selon la méthode de l'intégration globale.

Toutes les transactions importantes entre les sociétés consolidées sont éliminées.

L'intégration globale consiste à :

- Intégrer dans les comptes de l'entreprise consolidante les éléments des comptes des entreprises consolidées, après retraitements éventuels ;
- Répartir les capitaux propres et le résultat entre les intérêts de l'entreprise consolidante et les intérêts des autres actionnaires ou associés dits "intérêts minoritaires" ;
- Éliminer les opérations en comptes entre les entreprises consolidées.

Les sociétés contrôlées conjointement sont consolidées par intégration proportionnelle. Le Groupe n'a pas retenu l'option de la norme IAS 31 qui consiste à comptabiliser les sociétés détenues conjointement selon la méthode de la mise en équivalence, et a maintenu la méthode de l'intégration proportionnelle.

Les sociétés dans lesquelles le Groupe exerce une influence notable, directe ou indirecte, sont mises en équivalences.

1.1.2 Transactions éliminées dans les états financiers consolidés

Les soldes bilanciaux, les pertes et gains latents, les produits et les charges résultant des transactions intragroupe sont éliminés lors de la préparation des états financiers consolidés. Les gains latents découlant des transactions avec les entités sous contrôle conjoint sont éliminés à concurrence des parts d'intérêt du Groupe dans l'entité. Les pertes latentes sont éliminées de la même façon que les profits latents, mais seulement dans la mesure où elles ne sont pas représentatives d'une perte de valeur.

1.1.3 Conversion des éléments en devises

Comptes en devises

Les bilans des sociétés dont la monnaie fonctionnelle n'est pas l'euro sont convertis en euro au taux de change de clôture et leurs comptes de résultat et flux de trésorerie aux taux de change moyen de l'exercice. La différence de conversion en résultant est inscrite dans les capitaux propres au poste « différence de conversion ».

Les goodwill et ajustements de juste valeur provenant de l'acquisition d'une entité étrangère sont considérés comme des actifs et passifs de l'entité étrangère. Ils sont donc exprimés dans la devise fonctionnelle de l'entité et sont convertis au taux de clôture.

Transactions libellées en devises

Les transactions libellées en devises sont converties au taux de change en vigueur au moment de la transaction. En fin d'exercice, les actifs et passifs monétaires libellés en devises sont convertis au taux de change de clôture. Les écarts de conversion en résultant sont inscrits en compte de résultat à la rubrique « autres produits et charges financiers ». Les actifs et passifs non monétaires libellés en monnaie étrangère qui sont évalués au coût historique sont convertis en utilisant le cours de change à la date de clôture. Les actifs et passifs non monétaires libellés en monnaie étrangère qui sont évalués à la juste valeur sont convertis en utilisant le cours de change de la date à laquelle la juste valeur a été déterminée.

Instruments financiers dérivés

Le Groupe n'utilise que très peu d'instruments financiers dérivés. Conformément à sa politique, le Groupe ne détient pas ou n'utilise pas d'instrument financier destiné à la spéculation.

1.2 Postes du bilan

1.2.1 Actifs immobilisés

Les éléments dont le coût peut être déterminé de façon fiable et pour lesquels il est probable que les avantages économiques futurs iront au Groupe sont comptabilisés en immobilisations.

Lorsque des événements ou modifications d'environnement de marché ou des indicateurs internes indiquent un risque de perte de valeur des immobilisations corporelles, écarts d'acquisition et autres immobilisations incorporelles, ceux-ci font l'objet d'une revue détaillée afin de déterminer si leur valeur nette comptable est inférieure à la valeur recouvrable, celle-ci étant définie comme la plus élevée de la juste valeur (diminuée des coûts de cession) et de la valeur d'utilité. La valeur d'utilité est déterminée par actualisation des flux de trésorerie futurs attendus de l'utilisation du bien et de sa cession.

Dans le cas où le montant recouvrable serait inférieur à la valeur nette comptable, une perte de valeur est comptabilisée pour la différence entre ces deux montants.

1.2.1.1 *Marque et fonds d'industrie (IAS 36, 38 et IFRS 3)*

Les actifs apportés lors de fusions, suite à des restructurations internes sont annulés en consolidation. La marque Clayeux n'est donc pas valorisée dans le bilan consolidé du groupe.

1.2.1.2 *Fonds commerciaux (IAS 36, 38 et IFRS 3)*

Les fonds commerciaux correspondent à la définition d'un actif incorporel au sens de la norme IAS 38. Il s'agit de fonds commerciaux de boutiques nettement individualisés et parfaitement cessibles séparément.

Les fonds commerciaux des boutiques sont valorisés à leur prix d'achat augmentés des frais d'acquisition. Ils ne sont pas amortis. Les tests de dépréciation sont réalisés à chaque arrêté.

Les méthodes retenues sont les suivantes :

- - méthode des comparables : transactions sur des fonds similaires dans des emplacements comparables
- - méthode des DCF : l'utilisation des DCF se fait sur un horizon moyen terme (5 – 7 ans) en retenant le coût moyen des emprunts avant impôt

L'unité génératrice de trésorerie est le point de vente. La marge contributive est utilisée notamment dans l'appréciation de la valeur des fonds.

Après la comptabilisation initiale, les fonds commerciaux sont ainsi évalués à leur coût d'acquisition diminué du cumul des pertes de valeur éventuelles.

1.2.1.3 Durées d'amortissement des immobilisations incorporelles

Les méthodes et durées d'amortissement retenues sont les suivantes :

Immobilisations incorporelles	Méthode	Durée
Fonds de commerce	Non amorti	
Logiciels	Linéaire	5 ans

1.2.1.4 Immobilisations corporelles (IAS 36 et 16)

- Valorisation :

Conformément à la norme IAS 16 «immobilisations corporelles », la valeur brute des immobilisations corporelles correspond à leur coût d'acquisition y compris les frais accessoires. Elle ne fait l'objet d'aucune réévaluation. Les immobilisations corporelles sont enregistrées en suivant l'approche par composants.

Les coûts d'emprunt sont exclus du coût des immobilisations.

Les frais d'entretien et de réparation sont enregistrés en charges dès qu'ils sont encourus, sauf ceux engagés pour une augmentation de productivité ou la prolongation de la durée d'utilité du bien.

Les immobilisations financées au moyen de contrats de location financement, telles que définies par la norme IAS 17 « contrats de location », sont présentées à l'actif pour la valeur actualisée des paiements futurs ou la valeur de marché si elle est inférieure. La dette correspondante est inscrite en passifs financiers. Elle est garantie par les actifs qui sont la propriété juridique du bailleur durant la durée du contrat. Les contrats sont classés comme des contrats de location financement lorsqu'ils transfèrent au preneur la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété.

Par ailleurs, pour les opérations de cession-bail ayant les caractéristiques d'un contrat de location financement, le résultat de cession est différé et repris sur la durée du bail.

- Amortissements

L'amortissement est calculé en fonction de la durée d'utilisation estimée des différentes catégories d'immobilisations.

L'évaluation, l'amortissement et la dépréciation des immobilisations corporelles sont conformes aux normes IAS 16 et 36.

Les principales méthodes d'amortissement et durées d'utilisation retenues sont les suivantes :

Immobilisations corporelles	Méthode	Durée
Constructions	Linéaire	50 ans
Agencements, aménagements des constructions	Linéaire	8 à 25 ans
Installations techniques, matériel et outillage	Linéaire	10 à 25 ans
Matériel de transport	Linéaire	5 ans
Matériel de bureau et informatique	Linéaire	5 ans

1.2.1.5 Immobilisations financières

Ce poste est essentiellement constitué de dépôts et cautionnements versés, n'ayant pas lieu d'être dépréciés.

Par ailleurs, il comprend des titres de participation dans les sociétés non consolidées. Ceux-ci figurent au bilan à leur coût d'acquisition.

Une dépréciation est susceptible d'être constatée lorsque la valeur d'inventaire des participations, prenant entre autres la quote-part d'actif net, devient inférieure à leur coût d'acquisition.

1.2.1.6 Instruments financiers (IAS 32 et 39)

Les actifs et passifs financiers sont traités selon les dispositions de la norme IAS 39 telle qu'adoptée par la Commission Européenne le 19 novembre 2004 et complétée par les règlements (CE) n° 1751/2005 du 25 octobre 2005 et n° 1864/2005 du 15 novembre 2005.

Le taux d'intérêt effectif est le taux qui actualise exactement les décaissements ou encaissements de trésorerie futurs sur la durée de vie prévue de l'instrument financier ou, selon le cas, sur une période plus courte de manière à obtenir la valeur comptable nette de l'actif ou du passif financier.

La juste valeur est définie comme le montant pour lequel un actif pourrait être échangé, ou un passif éteint, entre des parties bien informées, consentantes, et agissant dans des conditions de concurrence normale. L'existence de cotations publiées sur un marché actif constitue la meilleure indication de la juste valeur des instruments financiers. En l'absence de telles cotations, la juste valeur est déterminée par l'application de techniques de valorisation reconnues utilisant des données de marché « observables ».

Actifs Financiers

- Placements détenus jusqu'à l'échéance

Les placements détenus jusqu'à leur échéance sont des actifs financiers, autres que des instruments dérivés, assortis de paiements déterminés ou déterminables et d'une échéance fixe, que le Groupe a la ferme intention et la capacité de conserver jusqu'à leur échéance.

Le Groupe n'a recensé aucun placement entrant dans cette catégorie au cours des exercices clos au 31 décembre 2005 et au 30 Juin 2006.

- Risque de change

Le risque de change est analysé grâce au planning des achats et ventes en devises établi en début de collection. En fonction de la parité utilisée pour la détermination des prix de revient des collections, le groupe met en place des couvertures de change (achats/ventes à terme).

Pour les collections 2005 et 2006 et compte-tenu de la bonne tenue de l'euro par rapport au dollar US, le groupe n'a souscrit à aucune couverture de change au cours de ces périodes.

- Risque de crédit

Les ventes réalisées à l'export sont partiellement couvertes par une assurance crédit souscrite auprès de la Coface. En France, le recouvrement des créances est assuré par un service propre à l'entreprise (traitement des opérations de relance et de recouvrement). Les créances françaises sont également couvertes partiellement par une assurance souscrite auprès de la SFAC.

- Mobilisation de créances nées sur l'étranger et effets escomptés non échus

Les mobilisations de créances nées sur l'étranger (MCNE) et les opérations d'escompte trouvent leur contrepartie en dettes financières à court terme.

- Prêts et créances

Les prêts et créances sont des actifs financiers, autres que des instruments dérivés, à paiements déterminés ou déterminables, qui ne sont pas cotés sur un marché actif.

Ils incluent les autres prêts et créances. Ces instruments sont évalués à leur juste valeur lors de la comptabilisation initiale, puis au coût amorti calculé à l'aide du taux d'intérêt effectif. Ils font l'objet de tests de valeur recouvrable, effectués dès l'apparition d'indices indiquant que celle-ci pourrait être inférieure à la valeur au bilan de ces actifs, et au minimum à chaque arrêté comptable. La perte de valeur est enregistrée en compte de résultat.

Concernant les créances client, une dépréciation est constituée lorsqu'il apparaît que leur recouvrement est incertain. Cette dépréciation, déterminée cas par cas est égale à la différence entre la valeur initiale hors taxe de la créance et la valeur de recouvrement estimée.

Passifs Financiers

Les passifs financiers sont constitués d'emprunts bancaires et d'instruments de dette. Les emprunts bancaires et les instruments de dette sont évalués initialement à la juste valeur de la contrepartie reçue, diminuée des coûts de transaction directement attribuables à l'opération.

Par la suite, ils sont évalués à leur coût amorti en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif.

1.2.1.7 Actifs non courants (IAS 18)

Ce poste comprend les créances résultant d'opérations à l'export dont l'apurement est supérieur à 12 mois.

Pour la détermination et la valorisation de ces actifs, le Groupe a appliqué la norme IAS 18. Le taux d'actualisation des créances à long terme retenu est celui des OTA (3,4 % au 31 décembre 2005 et 3,41 % au 30 Juin 2006).

1.2.2 Contrats de location financement et locations simples (IAS 17)

Les immobilisations faisant l'objet d'un contrat de location financement ayant pour effet de transférer au groupe la quasi-totalité des avantages et risques inhérents à la propriété sont comptabilisées à l'actif en immobilisations corporelles. Ces immobilisations sont amorties suivant la méthode linéaire en fonction de la durée d'utilité estimée ou bien, en fonction de la durée du contrat si celle-ci est plus courte. La dette correspondante est inscrite au passif.

Les frais de location simple sont comptabilisés en charges de l'exercice au cours duquel ils sont encourus.

En l'occurrence, les principaux contrats de locations du matériel de production ainsi que du matériel informatique.

1.2.3 Stocks (IAS 2)

- Stocks de matière et fournitures

Ils sont évalués suivant la méthode du prix de revient sur la saison qui comprend le prix d'achat majoré des frais de douanes et de transport.

Une dépréciation progressive est constatée pour les matières et fournitures de plus de deux ans.

- Stocks de marchandises

Conformément à la norme IAS 2 « Stocks », ils sont valorisés au plus faible de leur coût de revient et de leur valeur nette de réalisation.

Le prix de revient final intègre le coût de production ou le prix d'achat (en cas de co-traitance) ainsi qu'une quote-part de frais de collection (coûts indirects).

Les profits internes inclus dans les stocks sont éliminés.

Les stocks de marchandises sont dépréciés progressivement à partir de cinq ans, en fonction de l'écoulement possible et de leur valeur probable de réalisation.

1.2.4 Disponibilités, équivalents de trésorerie et valeurs mobilières de placement (IAS 7 et 39)

La trésorerie et les équivalents de trésorerie comprennent les liquidités en comptes courants bancaires, les parts d'OPCVM de trésorerie et des titres de créances négociables, qui sont mobilisables ou cessibles à très court terme et ne présentent pas de risque significatif de perte de valeur en cas d'évolution des taux d'intérêt. Tous leurs composants sont évalués à leur juste valeur par le compte de résultat.

1.2.5 Dépréciation des éléments d'actif

Les valeurs comptables des actifs du Groupe sont examinés à chaque date de clôture afin d'apprécier s'il existe un quelconque indice qu'un actif a subi une perte de valeur. S'il existe un tel indice, la valeur recouvrable de l'actif est estimée (voir ci-dessous).

Pour les goodwill, la valeur recouvrable est estimée à chaque fois qu'il existe un indice de perte de valeur et au minimum une fois par an.

Une perte de valeur est comptabilisée si la valeur comptable d'un actif ou de son unité génératrice de trésorerie est supérieure à sa valeur recouvrable. Les pertes de valeur sont comptabilisées en résultat.

La valeur recouvrable des autres éléments d'actif correspond au plus élevé de leur valeur nette de revente et de leur valeur d'utilité. La valeur d'utilité est déterminée en actualisant les excédents de trésorerie futurs qui reviennent à l'entité. Le taux d'actualisation retenu tient compte d'un taux d'intérêt de marché avant impôt sans risque, augmenté du risque spécifique de l'actif évalué. Pour les actifs ne générant pas de façon autonome des excédents de trésorerie significatifs, la valeur recouvrable est déterminée pour l'unité génératrice de trésorerie à laquelle est rattaché cet actif.

Les dépréciations des goodwill sont définitives et ne peuvent pas faire l'objet de reprise.

S'agissant des autres actifs dépréciés, une reprise est constatée en cas de changement dans les éléments servant au calcul de la valeur recouvrable (la valeur comptable d'un actif, augmentée en raison de la reprise d'une perte de valeur est limitée à la valeur comptable qui aurait été déterminée, nette des amortissements, si aucune perte de valeur n'avait été comptabilisée).

1.2.6 Avantages au personnel (IAS 19)

Concernant les régimes à cotisations définies, le groupe verse des cotisations assises sur les salaires à des organismes nationaux chargés des régimes de retraite et de prévoyance.

Pour les régimes à prestations définies concernant les avantages postérieurs à l'emploi, les coûts des prestations sont estimés, conformément à la norme IAS 19 « Avantages au personnel » en utilisant la méthode des unités de crédit projetées. Selon cette méthode, les droits à prestation sont affectés aux périodes de service en fonction de la formule d'acquisition des droits du régime, en prenant en compte un effet de linéarisation lorsque le rythme d'acquisition des droits n'est pas uniforme au cours des périodes de service ultérieures.

Les montants des paiements futurs correspondant aux avantages accordés aux salariés sont évalués sur la base d'hypothèses d'évolution des salaires, d'âge de départ, de mortalité, puis ramenés à leur valeur actuelle sur la base des taux d'intérêt des obligations à long terme des émetteurs de première catégorie.

Lorsque les hypothèses de calcul sont révisées, il en résulte des écarts actuariels qui sont étalés sur la durée de vie active résiduelle moyenne attendue du personnel participant à ces régimes, pour la partie excédant de plus de 10 % la plus grande des valeurs suivantes : valeur actualisée de l'obligation à la date de clôture au titre des prestations définies à la date de clôture, ou juste valeur des actifs du régime à la date de clôture

Hypothèses actuarielles France	2006	2005
Taux d'actualisation	3,74 %	3,41 %
Revalorisation annuelle des salaires	1,5 %	1,5 %
Turnover groupe :		
- de 20 à 35 ans	3,2 % à 7,4 %	
- de 36 à 45 ans	1,8 % à 3,2 %	
- de 46 à 55 ans	0,3 % à 1,8 %	
- plus de 56 ans	0,1 % à 0,3 %	
Table de mortalité INSEE TD 99/2001		
Age départ retraite	65	65

1.2.7 Provisions (IAS 37)

Conformément à la norme IAS 37 « Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels », le groupe comptabilise des provisions dès lors qu'il existe des obligations actuelles, juridiques ou implicites, résultant d'évènements passés, qu'il est probable que des sorties de ressources représentatives d'avantages économiques seront nécessaires pour régler les obligations et que le montant de ces sorties de ressources peut être estimé de manière fiable.

Lorsque l'effet de la valeur temps est significatif, le montant de la provision est déterminé en actualisant les flux de trésorerie futurs attendus au taux, avant impôt, reflétant les appréciations actuelles par le marché de la valeur temps de l'argent et lorsque cela est approprié, les risques spécifiques à ce passif.

1.3 Postes du compte de résultat

1.3.1 Comptabilisation du chiffre d'affaires (IAS 18)

Les produits de l'activité sont enregistrés conformément à IAS 18 en se basant sur la méthode de la comptabilité d'engagement et sur le principe de rattachement des charges aux produits.

Les produits sont ainsi comptabilisés dès lors que :

- il est probable que les avantages économiques futurs bénéficieront à l'entreprise
- leur montant peut être estimé de façon fiable
- à la date de transaction, il est probable que le montant de la vente sera recouvré

La valeur comptable des produits enregistrés correspond à leur juste valeur.

Les produits liés à la vente de biens sont constatés dès lors que le transfert des risques et avantages a eu lieu et que les coûts supportés ou à venir relatifs à la transaction peuvent être mesurés de façon fiable.

1.3.2 Résultat opérationnel courant

Le groupe utilise le résultat opérationnel courant comme principal indicateur de performance. Le résultat opérationnel courant correspond au résultat de l'ensemble consolidé avant prise en compte :

- des plus ou moins values de cessions d'actifs
- du coût de l'endettement financier net
- des autres produits et charges financiers
- des impôts

1.3.3 Autres produits et charges opérationnels non courants

Les autres produits et charges opérationnels non courants correspondent à des éléments inhabituels, anormaux et peu fréquents que la société présente de manière distincte dans son compte de résultat pour faciliter la compréhension de la performance opérationnelle courante. Ces éléments font l'objet d'une description précise en montant et en nature dans la note 3.19

1.3.4 Résultat financier (IAS 16 et 23)

Le résultat financier comprend le coût de l'endettement financier brut, les produits de trésorerie, les autres charges et produits financiers et les variations de juste valeur comptabilisées sur les instruments de dettes.

Toutes les charges d'intérêt sont constatées dans l'exercice au cours duquel elles sont encourues.

1.3.5 Impôts sur les résultats (IAS 12)

Les impôts différés actifs et passifs sont calculés selon la méthode du report variable à partir des différences temporaires existant entre les valeurs comptables et fiscales des actifs et passifs figurant au bilan. Les éléments suivants ne donnent pas lieu à la constatation d'impôt différé : (i) le goodwill non déductible fiscalement, (ii) la comptabilisation initiale d'un actif ou d'un passif dans une transaction qui n'est pas un regroupement d'entreprises et qui n'affecte ni le bénéfice comptable, ni le bénéfice imposable et (iii) les différences temporaires liées à des participations dans des filiales dans la mesure où elles ne s'inverseront pas dans un avenir prévisible.

Les taux d'impôt applicables pour les périodes futures sont retenus pour déterminer les montants d'impôts différés à la clôture.

Les créances d'impôts différés reconnues par le groupe correspondent à l'impôt payé d'avance lors du lease-back immobilier (étalé sur la durée du contrat de location) et à l'activation des déficits observés au 30 juin compte-tenu de la saisonnalité de l'activité.

Les impôts différés sont comptabilisés en charges ou en profits dans le compte de résultat sauf lorsqu'ils sont engendrés par des éléments imputés directement en capitaux propres. Dans ce cas, les impôts différés sont également imputés sur les capitaux propres.

Les montants d'impositions différées actives et passives sont compensés pour une même entité fiscale. A ce titre, un périmètre d'intégration fiscale est en vigueur entre Clayeux SA et Clayeux Distribution.

1.3.6 Résultat par action (IAS 33)

Le résultat par action est calculé en divisant le résultat net part du groupe par le nombre moyen d'actions en circulation au cours de l'exercice après déduction des actions conservées par le groupe. Le résultat dilué par action est le même car il n'existe pas d'instruments dilutifs.

1.4 Informations sectorielles (IAS 14)

Conformément à la norme IAS 14, l'information sectorielle est fournie de la façon suivante :

- Le niveau primaire est la zone géographique. En effet, la direction prend ses décisions sur la base de cet axe stratégique. Les secteurs définis sont la France, l'Italie et les Autres Exports
- Le niveau secondaire correspond au réseau de distribution : ainsi, les secteurs définis sont Boutiques Clayeux et Affiliés, Multimarkes et Franchisés et Magasins d'usine et Hors cours.

1.5 Tableau de flux de trésorerie

La marge brute d'autofinancement figurant au tableau des flux de trésorerie consolidée correspond à la trésorerie nette dégagée par les opérations d'exploitation à l'exclusion de celle provenant des variations du besoin en fond de roulement, des variations d'impôt courant et des flux de provision pour autres passifs.

2 Périmètre de consolidation

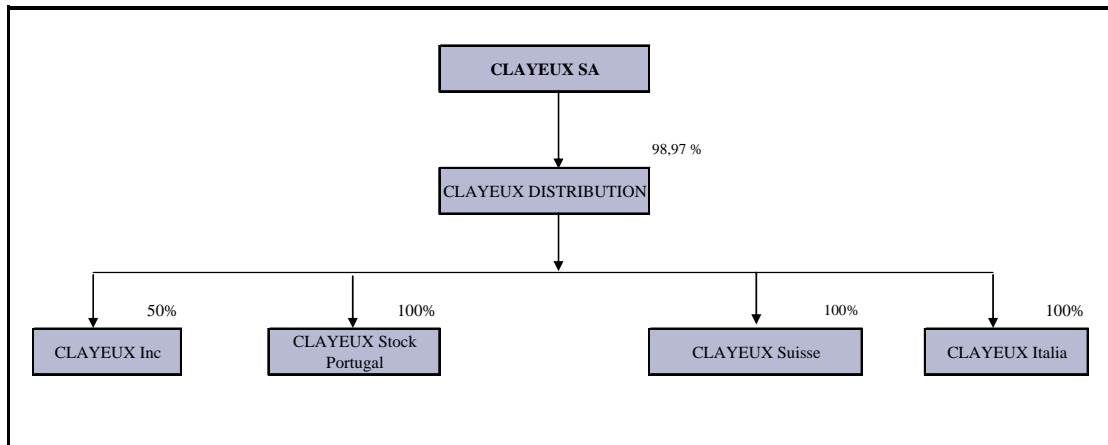
2.1 Périmètre de consolidation et organigramme au 30 Juin 2006

Les sociétés incluses dans le périmètre de consolidation sont présentées ci-dessous :

Activité	Société	Siège social	Méthode de consolidation 2006	Méthode de consolidation 2005	% contrôle 2006	% contrôle 2005	% intérêt 2006	% intérêt 2005
Holding	Clayeux SA	Montceau les Mines - France	Société mère	Société mère	Société mère	Société mère	100%	100%
Production et vente	Clayeux Distribution	Montceau les Mines - France	Intégration globale	Intégration globale	98.97%	98.97%	98.97%	98.97%
Distribution	Clayeux Inc	Etats-Unis	Intégration globale	Intégration globale	50.00%	50.00%	49.49%	49.49%
Distribution	Clayeux Italia	Italie	Intégration globale	Intégration globale	100.00%	100.00%	98.97%	98.97%
Distribution	Clayeux Suisse	Suisse	Intégration globale	Intégration globale	100.00%	100.00%	98.97%	98.97%
Distribution	Clayeux Stock Portugal	Portugal	Intégration globale	Intégration globale	100.00%	100.00%	98.97%	98.97%

La filiale Clayeux Inc est consolidée en retenant la méthode de l'intégration globale car le groupe exerce un contrôle exclusif sur cette société de distribution.

Organigramme



2.2 Variations de périmètre

Néant.

3 Informations relatives aux comptes du bilan et au compte de résultat

Les tableaux ci-après font partie intégrante des comptes consolidés.

3.1 Immobilisations incorporelles

Montants en K€	31/12/2005	Augment.	Diminut.	30/06/2006
Valeurs brutes				
Concessions, brevets, licences	279			279
Fonds de commerce (1)	3 158	20		3 178
Autres immobilisations incorporelles	7		(7)	
Total	3 444	20	(7)	3 457
Amortissements				
Concessions, brevets, licences	(115)	(29)		(144)
Autres immobilisations incorporelles	(4)		2	(2)
Total	(119)	(29)	2	(146)
Valeurs nettes				
Concessions, brevets, licences	164	(29)		135
Fonds de commerce (1)	3 158	20		3 178
Autres immobilisations incorporelles	3		(5)	(2)
Total	3 325	(9)	(5)	3 311

(1) Le solde du compte "fonds de commerce" se décompose comme suit :

Montants en K€	31/12/2005	Augment.	Diminut.	30/06/2006
Valeurs brutes				
Clayeux Distribution	3 000	20		3 020
Clayeux Italia	158			158
Total	3 158	20		3 178
Amortissements				
Clayeux Distribution				
Clayeux Italia				
Total				
Valeurs nettes				
Clayeux Distribution	3 000	20		3 020
Clayeux Italia	158			158
Total	3 158	20		3 178

3.2 Immobilisations corporelles

Montants en K€	31/12/2005	Augment.	Diminut.	Ecarts de conversion	Autres variations	30/06/2006
Valeurs brutes						
Terrains	310					310
Constructions	2 720	1				2 721
Installations techniques, mat. & out.	1 083	58	(3)		(58)	1 080
Autres immobilisations corporelles	2 680	37				2 717
Avances et acomptes						
Total	6 793	96	(3)		(58)	6 828
Amortissements						
Terrains						
Constructions	(1 504)	(52)				(1 556)
Installations techniques, mat. & out.	(677)	(76)			58	(695)
Autres immobilisations corporelles	(2 059)				18	(2 041)
Total	(4 240)	(128)			76	(4 292)
Valeurs nettes						
Terrains	310					310
Constructions	1 216	(51)				1 165
Installations techniques, mat. & out.	406	(18)	(3)			385
Autres immobilisations corporelles	621	37			18	676
Total	2 553	(32)	(3)		18	2 536

3.3 Actifs financiers non courants

Montants en K€	31/12/2005	Augment.	Diminut.	30/06/2006
Valeurs brutes				
Titres de participations				
Autres immobilisations financières	478		(18)	460
Total	478		(18)	460
Provisions pour dépréciation				
Titres de participations				
Autres immobilisations financières	(122)			(122)
Total	(122)			(122)
Valeurs nettes				
Titres de participations				
Autres immobilisations financières	356		(18)	338
Total	356		(18)	338

Les immobilisations financières concernent essentiellement des dépôts de garantie.

3.4 Autres actifs non courants

Valeurs brutes	31/12/2005	30/06/2006	< 1 an	> 1 an
Créances sur opérations export	1 385	1 249	1 012	237
Dépréciation	(127)	(127)	(127)	
Total	1 258	1 122	885	237

L'effet d'actualisation des créances s'élève à 26 K€

3.5 Stock et en-cours

Les stocks et en-cours se présentent ainsi :

Montants en K€	31/12/2005	Augment.	Diminut.	30/06/2006
Valeurs brutes				
Matières premières	1 698	221		1 919
En-cours	1 119	50		1 169
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises	10 822	1 316		12 138
Total	13 639	1 587		15 226
Provisions pour dépréciation				
Matières premières	(243)		4	(239)
En-cours				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises	(866)	(201)	176	(891)
Total	(1 109)	(201)	180	(1 130)
Valeurs nettes				
Matières premières	1 455	221	4	1 680
En-cours	1 119	50		1 169
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises	9 956	1 115	176	11 247
Total	12 530	1 386	180	14 096

Les stocks de marchandises sont répartis sur les points de vente (boutiques, magasin d'usine et boutiques affiliées) mais sont également localisés sur le site de Montceau.

3.6 Ventilation des créances par échéance

Les créances se décomposent, par échéance, de la manière suivante :

Valeurs brutes	31/12/2005	30/06/2006	< 1 an	> 1 an
Clients et comptes rattachés	14 922	15 307	15 307	
Effets escomptés non échus	160	153	153	
Total	15 082	15 460	15 460	0

3.7 Autres actifs courants

Valeurs brutes	31/12/2005	30/06/2006	< 1 an	> 1 an
Créances sociales	10	12	12	
Créances fiscales	214	281	281	
Débiteurs divers	582	730	730	
Charges constatées d'avance	407	451	451	
Total	1 213	1 474	1 474	0

3.8 Dépréciation de l'actif circulant

Les dépréciations de l'actif circulant se décomposent selon :

Montants en K€	31/12/2005	Dotations	Reprises	30/06/2006
Clients et comptes rattachés	1 890	222	(40)	2 072
Stocks	1 109	201	(180)	1 130
Total	2 999	423	(220)	3 202

3.9 Composition du capital social

- L'augmentation de capital de Clayeux SA, lancée le 9 février 2006, a conduit à la création de 194 925 nouvelles actions (soit 32,76 % du capital et 20,46 % des droits de vote de la société après l'opération). Le produit brut de l'émission s'élève à un montant de 3 450 172 € (prime d'émission incluse) et le capital social de la société est désormais constitué de 594 925 actions d'une valeur nominale de 1,53 € chacune, soit 910 235 €
- L'opération va permettre au groupe de consolider ses fonds propres et de mettre en œuvre sa stratégie de croissance en renforçant sa présence en France et à l'International
- Il n'existe pas de bons de souscription d'actions en circulation et la société n'a pas mis en place de plan de souscription d'actions pour les salariés.
Le groupe ne détient pas d'actions propres.

3.10 Avantages au personnel

A l'exception des indemnités de fin de carrière décrites ci-après, le personnel ne bénéficie pas de couverture ou d'avantage à prestation définie.

Les provisions (voir note 1.2.6) pour pensions et retraites ont été calculées selon la méthode actuarielle (taux d'actualisation utilisés est de 3.74%). Les hypothèses retenues pour l'évaluation des engagements sont basées sur la mortalité, la rotation du personnel et l'augmentation des salaires.

Les écarts actuariels sont comptabilisés en intégralité.

3.11 Instruments financiers

Créances clients

Les créances clients sont des créances à moins d'un an, voir note 3.6.

Emprunts à long terme et à court terme

Voir note 3.14.

Instruments dérivés

Néant.

3.12 Provisions pour risques et charges

Les provisions pour risques et charges se décomposent de la manière suivante :

Provisions à long terme :

Montants en K€	31/12/2005	Dotations	Reprises	30/06/2006
Provisions pour indemnités de départ à la retraite	525	18	(29)	514
Pénalités de retard	30	53		83
Total	555	71	(29)	597

Provisions à court terme :

Montants en K€	31/12/2005	Dotations	Reprises	30/06/2006
Pénalités de retard	41		(4)	37
Total	41		(4)	37
TOTAL	596	71	(33)	634

- (1) Les principales hypothèses retenues pour le calcul de la provision pour indemnités de départ à la retraite sont détaillées dans la note 1.2.6.
Ces engagements sont provisionnés mais ne feront l'objet d'aucune externalisation, ni placement.

3.13 Impôts différés

La prise en compte, au 30 Juin 2006, d'une imposition différée dans les comptes consolidés a eu, poste par poste, les incidences suivantes :

Montants en K€	30/06/2006	31/12/2005	Variation
Impôts différés actif	302	161	141
Impôts différés passif			
Impact sur le résultat consolidé	141	(61)	

La progression des créances d'impôt différés provient de l'activation de l'impôt sur la perte du 1^{er} semestre 2006, due à la saisonnalité. Un bénéfice est attendu pour la fin de l'exercice.

3.14 Emprunts et dettes financières à long terme

Montants en K€	31/12/2005	30/06/2006	< 1 an	1-5 ans	> 5 ans
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	1 867	1 624	683	941	
Emprunts issus de location-financement	1 373	1 284	176	874	234
Comptes courants d'associés	869	838			838
Total emprunts et dettes financières	4 109	3 746	859	1 815	1 072

Le groupe a retenu la valeur comptable comme juste valeur des emprunts et dettes financières. L'actualisation de ces dettes serait sans impact significatif.

3.15 Emprunts à court terme

Montants en K€	31/12/2005	30/06/2006	< 1 an	1-5 ans	> 5 ans
Concours bancaires courants	2 960	3 520	3 520		
Effets escomptés non échus	160	153	153		
Mobilisation de créances nées sur l'étranger	5 538	5 476	5 476		
Total emprunts et dettes financières	8 658	9 149	9 149		

3.16 Autres passifs à court terme

Les autres passifs à court terme comprennent les éléments suivants :

Montants en K€	31/12/2005	30/06/2006	< 1 an	1-5 ans	> 5 ans
Fournisseurs	4 514	5 094	5 094		
Fournisseurs d'immobilisation	76	43	43		
Total autres passifs à court terme	4 590	5 137	5 137		

Les dettes fournisseurs étant toutes à échéance de moins d'un an, la valeur comptable des comptes fournisseurs est égale à leur juste valeur.

Montants en K€	Exercice 31/12/2005	Exercice 30/06/2006	< 1 an	1-5 ans	> 5 ans
Dettes fiscales	2 229	2 515	2 515		
Dettes sociales	2 033	1 418	1 418		
Dettes diverses	640	603	603		
Total autres passifs à court terme	4 902	4 536	4 536		

Montants en K€	Exercice 31/12/2005	Exercice 30/06/2006	< 1 an	1-5 ans	> 5 ans
Produits constatés d'avance	1 086	1 005	161	640	204
Total autres passifs non courants	1 086	1 005	161	640	204

Les produits constatés d'avance correspondent à la plus value de cession de lease-back, étalée sur la durée du contrat.

3.17 Engagements hors bilan

Les engagements donnés par le groupe se ventilent de la manière suivante :

- Nantissement des fonds de commerce pour 1 224 K€ au profit d'établissements bancaires
- Cautions données pour un total de 3 962 K€ au profit d'établissements bancaires
- Achats d'espaces publicitaires dans le cadre de l'apurement de créances sur opérations d'export.

3.18 Achats consommés et charges externes

Montants en K€	30/06/06	31/12/05	30/06/05
Achats de sous traitance	(1 088)	(1 663)	(895)
Achats non stockés	(121)	(201)	(109)
Autres services extérieurs	(1 197)	(1 764)	(1 041)
Autres charges externes	(1 176)	(3 872)	(1 255)
Autres charges d'exploitation	(33)	(153)	(94)
Charges sur opération de gestion		(402)	(35)
Produits sur opération de gestion		1	(197)
Transferts de charges d'exploitation		41	41
Total des autres charges d'exploitation	(3 615)	(8 013)	(3 585)

3.19 Charges de personnel

	30/06/2006	Exercice 31/12/2005	30/06/2005
Salaires	(2 612)	(4 825)	(2 477)
Charges salariales	(876)	(1 576)	(839)
Autres	30	25	31
Total	(3 458)	(6 376)	3 285

Effectif moyen

L'effectif moyen employé par les entreprises intégrées globalement se décompose comme suit :

	30/06/2006	31/12/2005
Cadres et équivalents	24	21
Techniciens et agents de maîtrise	43	42
Employés	81	81
Ouvriers	97	97
<i>Dont CDD</i>		
Total	245	241

3.20 Autres produits et charges opérationnels

Autres produits et charges d'exploitations

Montants en K€	30/06/2006	31/12/05	30/06/05
Subventions d'exploitation	0	31	9
Production immobilisée	0	46	
Autres produits d'exploitation	6	58	69
Total	6	135	78

Autres produits et charges opérationnels

Montants en K€	30/06/2006	31/12/05	30/06/05
Résultat de cession d'immobilisation (1)	81	341	81
Autres produits opérationnels	0	112	
Autres charges opérationnelles	(78)	(92)	
Résultat de change		50	
Total	3	411	81

3.21 **Résultat financier**

Le résultat financier se décompose comme suit :

Montants en K€	30/06/2006	31/12/2005	30/06/2005
Produits financiers			
Autres produits financiers	21	77	88
Total	21	77	88
Charges financières			
Intérêts et charges assimilées	(370)	(738)	(344)
Total	(370)	(738)	(344)
Résultat financier	(349)	(661)	(256)

3.22 Impôts sur les bénéfices

3.22.1 Preuve d'impôt

Le rapprochement entre l'impôt sur les sociétés figurant au compte de résultat et l'impôt théorique qui serait supporté sur la base du taux en vigueur en France s'analyse comme suit :

Rationalisation de l'impôt	30/06/2006
Résultat net de l'ensemble consolidé	(370)
Impôts sur les résultats (1)	(132)
Résultat net avant impôt	(502)
<Impôt théorique au taux en vigueur, 33.33%> (2)	(167)
Différence d'impôt (1) - (2)	35

Analyse de la différence d'impôt	Charges	Produits
Différentiel sur lease back		22
Crédit impôt recherche		
Déficits fiscaux sans impôts différés		13
Autres décalages		
Total	0	35
Différence nette		35

4 Informations relatives aux comptes du bilan et au compte de résultat

4.1 Evénements postérieurs à la clôture

Aucun fait majeur n'est à signaler depuis la clôture.

4.2 Relations avec les parties liées

Les transactions avec les parties liées concernent :

- Clayeux SA et Clayeux Distribution pour les loyers, les prestations administratives et l'intégration fiscale.
- Clayeux Distribution facture à Clayeux Italia des marchandises à destination des affiliés italiens et des magasins appartenant à Clayeux Italia.
- Clayeux Distribution facture des marchandises à Clayeux Inc, Suisse et Portugal.

4.3 Informations sectorielles

Conformément à la norme IAS 14, l'information sectorielle est fournie de la façon suivante :

- Le niveau primaire est la zone géographique avec une présentation par filiale.
- Le niveau secondaire correspond aux produits.

Chiffre d'affaires	30/06/2006	30/06/2005	31/12/2005
France	3938	4044	8009
Italie	4659	4350	10468
Autres exports	1554	1757	3474
Total	10151	10151	21951
Boutiques Clayeux et Affiliés	2611	2975	6037
Multimarques et Franchisés	4642	4686	10711
Magasins d'usine et Hors cours	2898	2490	5203
Total	10151	10151	21951

Résultat opérationnel courant	30/06/2006	30/06/2005	31/12/2005
France	-285	-3	91
Italie	128	113	409
Autres exports	1	120	191
Total	-156	230	691
Boutiques Clayeux et Affiliés	-228	27	158
Multimarques et Franchisés	263	375	989
Magasins d'usine et Hors cours	-191	-172	-456
Total	-156	230	691

Immobilisations incorporelles et corporelles	30/06/2006	30/06/2005	31/12/2005
France	5506	5372	5495
Export	341	302	383
Total	5847	5674	5878

4.4 Rémunération des dirigeants

Le montant global des rémunérations brutes allouées au 30/06/06 aux membres de la direction à raison de leurs fonctions s'élève à 174 251 €